Mise au point du général Lafourcade

Jean-Claude Lafourcade La Croix, 2 juillet 2018

L'interview de Bernard Kouchner du 2 juillet relance les accusations de la culpabilité de la France et met en cause les responsables de l'opération « Turquoise » (lire l'article ci-après).

Après les « révélations » de Guillaume Ancel ne s'appuyant sur aucune preuve factuelle et le témoignage d'un aviateur exécutant « anonyme », Bernard Kouchner fait parler les morts en instrumentalisant Bernard Stasi. Je rappelle que le Gouvernement par intérim rwandais n'avait pas encore été dénoncé par la communauté internationale début juillet 1994. Passé dans la zone Turquoise, il n'était composé que de deux personnes, le président et le ministre des affaires étrangères. Se trouvant alors dans l'extrême sud-ouest du Rwanda, il ne pouvait « s'échapper vers Goma » avec la protection de « Turquoise » comme le rapporte Bernard Kouchner mais ne pouvait que se rendre à Bukavu. Ce qu'il fit de sa propre initiative après être resté vingt-quatre heures dans la zone. Les archives de l'opération montrent que j'ai posé immédiatement le problème de leur passage au gouvernement français et à l'ONU, ce qui prouve que ie n'avais aucune directive à ce sujet contrairement aux insinuations de Bernard Kouchner. Dans le traitement de cette affaire, je constate un mélange d'accusations infondées, d'insinuations calomnieuses et de fausses controverses renforcées par les déclarations indignes de Bernard Kouchner, dont je n'accepte pas les leçons de morale en lui rappelant que nous avons sauvé des milliers de vies principalement tutsies au Rwanda.

Général Jean-Claude Lafourcade